



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

**Centre de
Médecine
Préventive**

UNION DE CAISSES-CENTRE DE MEDECINE PREVENTIVE (UC-CMP)

2, rue du Doyen Jacques Parisot

54500 Vandœuvre-Lès-Nancy

Tél. : 03.83.44.87.50

MAPA - 03-2025

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Objet de la consultation :

Mise en place d'une prestation de télé-expertise des électrocardiogrammes pour le compte de l'UC – Centre de Médecine Préventive de Vandœuvre-lès-Nancy et de ses sites

Date et heure limites de réception des offres

Lundi 30 juin 2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ	3
2.1 Forme du marché.....	3
2.2 Décomposition en lots.....	3
ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 4 - DESIGNATION DES RÉFÉRENTS DU MARCHÉ	3
ARTICLE 5 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE TITULAIRE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 7 - PRIX	5
ARTICLE 8 - MODALITES DE REGLEMENT	5
8.1 Facturation.....	5
8.2 Paiement	6
ARTICLE 9 - CHARTE DE RELATIONS RESPONSABLE ET DURABLE CLIENT / PRESTATAIRE EXTERNE.....	6
ARTICLE 10 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	6
ARTICLE 11 – CONTROLE D'ACCES ET DES MESURES DE SECURITE	6
ARTICLE 12 - OBLIGATION DE CONSEIL.....	6
ARTICLE 13 - DELAIS/PENALITES GENERALES	7
13.2 Pénalisations pour retards et/ou interruptions	7
13.3 Mise en demeure	7
ARTICLE 14 - RÉSILIATION DU MARCHÉ	7
ARTICLE 15 - ASSURANCE.....	7
ARTICLE 16 - LITIGES	8
ARTICLE 17 - DÉROGATION AUX CCAG	8

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La présente consultation concerne la mise en place d'une prestation de télé-expertise des électrocardiogrammes pour le compte de l'UC – Centre de Médecine Préventive de Vandœuvre-lès-Nancy et de ses sites de Longwy, Verdun, Saint-Dizier, Troyes, Epinal, Saint-Dié, Chaumont, Forbach et Sarrebourg.

La description de la prestation et ses spécifications techniques, ainsi que les conditions d'exécution du présent marché sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ

2.1 Forme du marché

La présente consultation est passée selon une procédure de Marché à Procédure Adaptée lancée en application de l'article L2123-1 du Code de la Commande Publique et à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018.

2.2 Décomposition en lots

Ce marché n'est pas alloti et constitue un lot unique. Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prendra effet le 1^{er} octobre 2025 pour une durée de 1 an renouvelable 2 fois par reconduction expresse 2 mois avant son terme, soit le 31 juillet 2026 au plus tard et le 31 juillet 2027 au plus tard.

ARTICLE 4 - DESIGNATION DES RÉFÉRENTS DU MARCHÉ

Pour une bonne gestion du marché, le responsable de l'organisme désigne les représentants qui seront les interlocuteurs privilégiés du titulaire, en l'occurrence :

Union de Caisses – Centre de Médecine Préventive (UC-CMP)
2 rue du Doyen Jacques Parisot 54500 Vandoeuvre-les-Nancy
Affaire suivie par :
Département Budget - Achats – Contrôle de Gestion
Tél. 03.83.44.98.42
e-mail : achats-administration.uc-cmp@assurance-maladie.fr

De même, le candidat désignera les personnes référentes de ce marché qui seront les seuls interlocuteurs de l'organisme.

Le candidat désignera ses collaborateurs en présentant leur curriculum dans le mémoire justificatif. Si, en cours de marché, l'attributaire du marché décide de remplacer ses collaborateurs, il soumet à l'acceptation de l'UC-CMP les nouveaux collaborateurs en lui précisant leurs références.

L'UC-CMP peut également refuser directement certains collaborateurs ; dans ce cas l'attributaire du marché s'engage à remplacer les collaborateurs refusés.

Fonction	Nom et prénom	Coordonnées (téléphone, email)

ARTICLE 5 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG applicables aux marchés publics de PI, les pièces constitutives du présent marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et l'offre de prix,
- Le cadre de réponse technique et d'engagement en matière de développement durable à compléter et à signer,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCAP), accepté sans modifications par le titulaire, à compléter et à signer,
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), accepté sans modifications par le titulaire, à compléter et à signer,
- Le mémoire méthodologique et le calendrier de déploiement remis avec l'offre par le candidat,
- L'Acte Contractuel de Confidentialité du prestataire externe à compléter et à signer,
- L'acte contractuel des contrôles d'accès et des mesures de sécurité, à compléter et à signer,
- La Charte de relations responsable et durable Client / Prestataire externe,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de de prestations intellectuelles (CCAG – PI) approuvé par l'arrêté n°0078 du 30 mars 2021,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- Le Code de la Commande Publique,
- Toutes dispositions réglementaires ou législatives, nationales ou européennes en vigueur au jour d'exécution de la prestation.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution de l'accord-cadre, n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les documents contractuels du présent marché.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE TITULAIRE DU MARCHÉ

Le titulaire du présent marché déclare par la signature de la présente :

- ⇒ Avoir satisfait aux obligations fiscales et sociales ;
- ⇒ Ne pas avoir fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L 8231-1, L8241-1, et L8251-1 du Code du Travail ou des infractions de même nature dans un autre état de l'Union Européenne (DC2).

ARTICLE 7 - PRIX

Les fournitures, prestations et services visés au présent marché seront chiffrés sur les bases des renseignements fournis au CCTP du présent marché.

ARTICLE 8 - MODALITES DE REGLEMENT

8.1 Facturation

Le titulaire du marché établira ses factures et les transmettra à l'UC-CMP via le portail de dématérialisation CHORUS PRO, solution informatique gratuite et sécurisée :

UNION DE CAISSES – CENTRE DE MEDECINE PREVENTIVE
DEPARTEMENT BUDGET - ACHATS – CONTROLE DE GESTION
2, RUE DU DOYEN JACQUES PARISOT
54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Ce document comptera en plus des mentions légales les indications suivantes :

- un numéro de facture,
- la référence du marché
- le secteur d'intervention (Laboratoire, Département informatique, Département Relation Clientèle)
- le numéro de compte postal ou bancaire,
- les BIC et IBAN,
- les prestations exactement définies,
- les montants H.T., T.V.A. et T.T.C.,
- la date de facturation.

Pour information, lors du dépôt des factures sur le portail CHORUS PRO, les informations suivantes devront être obligatoirement indiquées :

- Le numéro de SIRET 783 371 289 00019, qui identifiera l'UC-CMP Centre de Médecine Préventive en tant que destinataire de la facture,
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure.
Pour vous : SERVICE FACTURIER
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE
- A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement qui vous a été notifié, ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

Si lesdites factures ne sont pas conformes, elles seront retournées au Titulaire, et le délai global de paiement suspendu.

8.2 Paiement

Le paiement des factures intervient suivant les règles de la commande publique, dans les conditions prévues au C.C.A.G-P.I.

Les sommes dues au titre du marché sont réglées par virement bancaire. Le paiement interviendra dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve qu'aucune anomalie ne soit relevée lors de sa vérification, conformément au Code de la Commande Publique. Le défaut de paiement dans les délais ci-dessus ouvre droit sans formalité au versement d'intérêts moratoires. Le taux est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencé à courir, augmenté de 2 points. Ce taux est fixé chaque année par décret.

ARTICLE 9 - CHARTE DE RELATIONS RESPONSABLE ET DURABLE CLIENT / PRESTATAIRE EXTERNE

Cette charte a pour objet d'une part, d'informer les prestataires externes qu'ils font l'objet d'une évaluation, a posteriori, sur leurs aptitudes à fournir à l'UC-CMP un produit, un service ou une prestation conforme aux exigences d'achat spécifiées dans le dossier de consultation du marché concerné et dans les bons de commande émis et d'autre part, de leur en préciser les modalités, ainsi que les éventuelles conséquences sur les relations contractuelles.

ARTICLE 10 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre partie, dans le cadre de l'exécution du présent marché. A ce titre, le titulaire du contrat s'engage à respecter les termes du contrat stipulés dans l'acte contractuel de confidentialité du prestataire externe.

L'UC-CMP se réserve le droit de procéder à toute vérification permettant de s'assurer du respect des obligations du titulaire du marché en la matière.

ARTICLE 11 – CONTROLE D'ACCES ET DES MESURES DE SECURITE

Nos locaux et l'immeuble qui les héberge font l'objet de mesures de contrôle d'accès physique :

- contrôle d'accès par badge,
- système de détection d'intrusion.

A ce titre, le titulaire du contrat s'engage à respecter les termes du contrat stipulés dans l'acte contractuel des contrôles d'accès et des mesures de sécurité.

ARTICLE 12 - OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire du marché, expert en son domaine de compétence a une obligation de conseil vis-à-vis du pouvoir adjudicateur. Le titulaire doit signaler au pouvoir adjudicateur, tout acte, fait, élément pouvant nuire à la bonne exécution du marché dans les règles de l'art.

ARTICLE 13 - DELAIS/PENALITES GENERALES

13.1 Pénalités pour retard dans le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée

Le titulaire dispose d'un délai de sept jours pour procéder au remplacement d'un membre dont le nom est mentionné dans l'offre, lorsque ce dernier n'est plus affecté définitivement ou temporairement à la présente prestation. En cas de retard dans le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent, il est appliqué au titulaire une pénalité de 100 € HT par jour.

13.2 Pénalisations pour retards et/ou interruptions

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas 300 € HT.

L'application des pénalités n'exclut pas la possibilité, pour la personne publique, de résilier le marché conformément à l'article 13 du présent CCAP.

13.3 Mise en demeure

Dans les cas où la personne responsable du marché constate que les prestations ne sont pas conformes, le titulaire est mis en demeure de remédier aux carences constatées dans un délai de 48 heures à compter de la réception de la mise en demeure.

Si à l'expiration de ce délai, le titulaire ne peut assurer une fourniture normale, l'UC-CMP peut y faire pourvoir par tout moyen aux frais du titulaire.

Les pénalités ci-avant s'appliquent dès constat de la carence et continuent à s'appliquer pendant la période où la fourniture est assurée en lieu et place du titulaire.

ARTICLE 14 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

L'UC-CMP se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de manquements répétés aux engagements du prestataire (retards, prestations non conformes au CCTP) signifiés par lettre recommandée au prestataire.

ARTICLE 15 - ASSURANCE

Le titulaire est tenu de produire à l'UC-CMP, dès le dépôt de l'offre, une attestation d'assurance confirmant la garantie intégrale des conséquences pécuniaires de la responsabilité générale et/ou professionnelle en cas d'accidents ou de dommages causés à l'occasion de l'exécution des prestations du marché.

Cette attestation devra mentionner :

- le nom et le siège social de la compagnie d'assurance
- l'identité du courtier ou agent général auprès duquel est souscrite cette police
- les références de la police
- le contenu de la garantie
- le montant de la garantie
- le point de départ de la police d'assurance et de sa fin.

Lors du renouvellement de sa police d'assurance, et au plus tard à la date d'anniversaire du présent marché, le titulaire est tenu de produire une nouvelle attestation confirmant le maintien des garanties.

ARTICLE 16 - LITIGES

Pour tout litige, le tribunal compétent est le Tribunal de Grand Instance dans le ressort duquel se trouve l'Union de Caisses - Centre de Médecine Préventive.

ARTICLE 17 - DÉROGATION AUX CCAG

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Articles du CCAP dans lesquels sont introduites ces dérogations
4 du CCAG PI	5
14.1.3 du CCAG PI	13.2

Le Candidat,

Signature et cachet de l'entreprise,
Précédés de la mention
« Lu et approuvé sans réserve ou
modification »

Dressé par le Responsable du marché,
A Vandoeuvre-les-Nancy, le 20 mai 2025
L'Union de Caisses – Centre de Médecine Préventive
La personne représentant le pouvoir adjudicateur,
Pour le Directeur,
Le Directeur Adjoint,
Rémy BRUNCK

